



HAL
open science

Espace et identité basques

Francis Jauréguiberry

► **To cite this version:**

Francis Jauréguiberry. Espace et identité basques. P. Bidart. La production sociale des espaces, Presses universitaires de Pau, pp. 91-103, 1986. hal-01671065

HAL Id: hal-01671065

<https://hal.science/hal-01671065v1>

Submitted on 23 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Espace et identité basques

Francis P. JAUREGUIBERRY

*Université de Pau et des Pays de l'Adour
Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologiques*

1. — DISTANCES

« Les Basques sont, soit fous à lier, soit horriblement cyniques. Je ne comprends pas. Nous vivons en démocratie, avec une des meilleures constitutions au monde ; les Basques ont un statut d'autonomie, un parlement, une police, lèvent l'impôt... Sous prétexte que ça ne leur suffit pas, ils menacent aujourd'hui tout l'édifice démocratique espagnol, veulent tout faire sauter. Et ce n'est pas seulement E.T.A. et ceux qui l'appuient, mais aussi le P.N.V. et les autres (...). Pendant le franquisme, j'admirais les Basques, leur lutte, leurs mobilisations (...). Maintenant, je les regarde différemment. Souvent ils me font peur. » José, 35 ans, journaliste à Madrid, militant anti-franquiste, « démocrate depuis toujours », proche du P.S.O.E., n'est pas le seul à penser ainsi. Il semble même, si l'on en croit de récents sondages, qu'une bonne partie de la population espagnole partage ce point de vue.

« Ce n'est pas difficile : ils (les hommes politiques espagnols) ne nous ont jamais compris, ne nous comprennent pas, et je pense hélas qu'ils ne nous comprendront jamais. Ce sont des myopes qui ne saisissent les choses qu'en les touchant. C'est pour cela que les Basques doivent s'imposer ; la seule façon de nous faire entendre, c'est de mettre

Madrid devant le fait accompli. » Mikel, 36 ans, enseignant à Saint-Sébastien, lui aussi anti-franquiste et « démocrate comme il respire », sympathisant du P.N.V. mais ayant voté Herri Batasuna aux dernières élections, est loin d'être isolé. Ses âpres remarques traduisent bien plutôt l'opinion d'un large secteur de la population basque.

Entre ces deux témoignages : l'espace d'une incompréhension dans laquelle semblent se perdre toutes les tentatives pour rationaliser la vie politique en Pays Basque. Ayant vécu plusieurs mois à Madrid et à Bilbao, j'ai souvent été pris de vertige devant l'ampleur de cette incompréhension. Celle-ci était d'autant plus déroutante qu'arguments péremptaires et jugements hâtifs sur le « problème basque » ne provenaient pas d'idiots butés mais de personnes considérées comme ouvertes et tolérantes, et dont l'engagement démocratique ne pouvait être mis en doute. Que de fois n'ai-je pas assisté, pantois et médusé, à la brusque fermeture d'une conversation entre amis basques et madrillènes ? Il arrivait toujours un moment où, abordant la « question basque », je sentais que le sens des mots glissait subitement sur la surface lisse d'une réalité absente dont les repères devenaient différents pour chacun. Le pire advenait souvent lorsque, pensant mettre tout le monde d'accord, je proposais la défense de la démocratie (qui ne saurait admettre plusieurs définitions) comme lieu de consensus : l'effet inverse était presque toujours obtenu... Les thèmes de la torture et de la violence étaient tabous. Je garde en mémoire la condamnation sans appel et le couperet du qualificatif de « terroriste » qui tomba immédiatement sur un ami basque qui, alors qu'il venait d'expliquer pendant un quart d'heure qu'il était contre la violence, le terrorisme et les bombes, déclara qu'il ouvrirait sa porte sans l'ombre d'une hésitation à un membre d'E.T.A. si ce dernier, poursuivi par la police, lui demandait de l'aide... Et la raison se mordait régulièrement la queue dès qu'elle essayait de cerner cette réalité, pourtant quotidienne en Pays Basque. D'où certainement la dangereuse tendance, hélas trop souvent observable dans l'opinion publique espagnole, à assimiler certains comportements et réactions des Basques à de la folie, de l'irresponsabilité ou de la névrose collective.

Une recherche sur l'intégration des immigrés en Pays Basque m'a permis de rompre ce cercle vicieux et de problématiser cette incompréhension (1). Les statistiques font apparaître que, moins de dix ans après leur installation en Pays Basque, plus d'un tiers des immigrés arrivés après 1965 avaient opté pour le nationalisme basque, souvent dans sa version la plus radicale (pro-E.T.A.). Cherchant à comprendre ce phénomène, j'ai procédé à une série d'entretiens individuels avec ces « nouveaux nationalistes ». Rapidement, quelque chose à quoi je n'avais de prime abord pas pensé attira mon attention : la plupart de ces immigrés s'étaient pour la première fois sentis basques, avaient, en d'autres termes, fait l'expérience de leur « basquitude », non pas en Pays Basque mais lorsqu'ils étaient retournés pour quelques jours dans leur région d'origine. Au fil des ans ponctués par ces retours, ils avaient senti se créer une distance entre eux et ceux qui, parents ou amis, étaient restés « au pays ». Leur identification au Pays Basque, d'abord latente, s'était presque toujours révélée à la suite d'altercations à propos du problème basque.

Tous m'expliquèrent comment, à un moment donné, ils avaient ressenti la désagréable impression que, décidément, « ceux du pays ne comprenaient rien à l'affaire ». Sensation d'exaspération le plus souvent pénible car elle les séparait un peu plus de ceux qu'ils aimaient au moment où, précisément, ils voulaient en être le plus proche (vacances et retrouvailles longtemps attendues).

Pourtant, les uns comme les autres parlaient bien le même langage, employaient les mêmes mots, avaient grandi ensemble, étaient affectivement très liés. Alors pourquoi cette incompréhension ? Ici les réponses n'étaient jamais directes, encore moins construites, mais dérivait plutôt au gré de micro-exemples de vécus, d'expériences individuelles, élément d'un décor, le décor de leur vie en Pays Basque : comme si ce qui importait était moins les arguments en eux-mêmes que ce qui, dans leur quotidien, les rendait croyables et « vrais ». Or c'est précisément l'altérité de ce background que les confrontations avec des amis « restés au Pays » leur révélaient. Leur greffe et leur participation à la définition de ce « même » identitaire dans lequel se reconnaissent les Basques leur apparaissaient soudainement évidentes, là, à 200 ou 600 kilomètres du Pays Basque ! Et c'est

cette référence, presque toujours inconsciente et spontanée, qui, au-delà des mots, fondait en définitive le sens de ce qu'ils disaient. En somme, j'étais en train d'observer l'isolement quasi-chimique des différentes composantes d'un échange social suivant les niveaux d'analyse qui constituent le B-A-BA de la théorie de la communication.

Celle-ci nous apprend en effet que la communication humaine ne saurait être réduite à la transmission de messages codés suivant la séquence émetteur-signal-récepteur dans laquelle le seul problème résiderait dans le repérage et l'élimination de « bruits » ou distorsions (2). Un message n'a de sens que restitué dans un ensemble de référence, « un métamessage », dont la fonction est de « réduire l'indétermination du contenu propositionnel du message en spécifiant la relation interpersonnelle dans laquelle les interlocuteurs s'engagent, c'est-à-dire en actualisant un jeu de rôles socialement institué » (3). Par exemple, un message aussi simple que « ça va » n'aura de signification réelle aux yeux de votre interlocuteur que restitué dans un contexte (le passé de vos relations, le lieu, les personnes qui vous entourent ou pas, etc.) et accompagné d'un ensemble de micro-détails d'ordre extra-linguistique (ton de la voix, regard, gestuelle, etc.) dont le décodage aura autant d'importance que celui du message lui-même. Que penser du « ça va » interrogatif d'un supérieur hiérarchique qui d'habitude vous salue autrement, du « ça va » d'un ami gravement malade, ou du « ça va » d'un inconnu qui vous aborde dans la rue si l'on s'en tient au seul message ?

Toute communication comporte une « dimension cachée » (4) faite d'un ensemble de conventions liées par un savoir diffus auquel les interlocuteurs se réfèrent implicitement pour sonder la justesse et la vérité des messages et attitudes qu'ils échangent. Ces repères et codes ne sont ni universels, ni donnés une fois pour toutes, mais toujours localement définis et produits d'une activité instituante incessante. Sorte de seconde peau sociale par laquelle transpire notre appartenance à une forme originale de vie culturelle, ce savoir n'est pas transmis par une éducation spécifique, mais fruit de l'expérience pratique quotidienne.

Dans le cas basque, les témoignages des immigrés nouvellement nationalistes ont une grande valeur heuristique au moment de cerner la nature intrinsèquement socio-historique

et à la fois impensée et non objectivée de ce background, moment herméneutique de toute communication. Ils nous révèlent en effet que l'altérité basque, celle qui fait problème et sur laquelle butent par exemple les conversations entre démocrates basques et madrilènes, ne réside pas là où le discours commun est le plus enclin à la situer : soudée autour d'une langue et d'une culture traditionnelles, en continuité avec un passé historique et marquée par un soi-disant atavisme ethnique. Les immigrés ne possèdent aucun de ces traits différenciateurs, et ce n'est évidemment pas à eux qu'ils se réfèrent au moment d'affirmer leur nouvelle identité. La dimension strictement ethnique de l'identité basque pèse peu à côté de l'expérience quotidienne exceptionnelle, identitairement fondatrice qui, durant les 30, 20 et 10 dernières années, a lié l'ensemble des habitants basques en une même communauté de destin.

L'hypothèse ici défendue est que la pratique de l'espace en Pays Basque sud durant ces trente dernières années a été suffisamment originale et prégnante pour participer à la fondation d'une identité nouvelle, « background » non ethnique fruit d'un vécu socio-historique commun. Cette hypothèse écarte d'emblée l'expérience existentielle de l'espace par laquelle chacun vit sa relation au monde. Ou plutôt, les émotions, sentiments et actions nés de cette expérience, ne seront ici retenus qu'en ce qu'ils renvoient, au-delà de leur caractère intime, à quelque chose de commun dépassant la personnalité de ceux qui les vivent. L'endroit : cette pierre, cette rue, ce bâtiment ; l'étendue : cet horizon, ces sillons qui fuient, ces couleurs qui se fondent ; l'imaginaire même : ce pays, cette patrie, cette nation, cessent alors d'être incompréhensibles pour le sociologue et incompris dans une traduction poétique individuelle pour socialement et historiquement signifier. L'espace comme langage muet, l'espace comme dimension cachée d'une communication matrice de sens et d'identité : tel est le fil conducteur de ces quelques pages, invitation à une sémiologie du territoire basque.

2. — EUSKADI, TERRITOIRE STIGMATISE

Durant toute la période franquiste, les provinces basques furent l'objet d'une répression nettement discriminatoire en regard des autres régions de l'Etat espagnol. Taxé de « traître à la patrie », assimilé au « cancer du corps de

la nation », le Pays Basque fut dès la fin de la guerre civile appréhendé comme un territoire « autre », « spécial », « distinct ».

La répression n'y sévit pas « seulement », comme à Madrid, Valence ou Séville, contre les opposants au régime, les « rouges » et les partis clandestins : elle frappe aveuglément, destinée qu'elle est à châtier une population prise uniformément (5). Les résultats des élections d'avant-guerre avaient en effet rappelé avec éclat que les « rouges » et les « séparatistes » représentaient l'immense majorité des Basques. L'heure de la victoire sonnée, les franquistes ne manquent pas de faire payer cher aux Basques leurs idées et leur résistance acharnée.

Il faut certes nuancer cette affirmation sous peine de l'invalider. Toutes les zones géographiques du territoire basque (si l'on prend comme base les provinces de Biscaye, Guipuzcoa, Alava et Navarre) ne sont pas uniformément touchées. Par exemple, si les franquistes constatent que « la Biscaye est de nouveau un simple morceau de l'Espagne par pure et simple conquête militaire » (6), on ne peut en dire autant de la Navarre qui s'est majoritairement rangée dans le camp franquiste dès le soulèvement du 18 juillet 1936. Même si elle est terrible, la répression est ici différente de celle qui touche la Biscaye et le Guipuzcoa : elle ne s'applique pas à un territoire globalement désigné comme rebelle et récalcitrant, mais à la seule partie de la population « devant être mise au pas ». Ce qui suit concerne donc essentiellement la Biscaye et le Guipuzcoa, même si, durant les années 70, les phénomènes décrits s'étendront peu à peu à l'ensemble des quatre provinces basques.

L'impact socio-historique de cette répression s'avère paradoxal : destinée à gommer de la surface visible du social les symboles ou toute manifestation pouvant rappeler de quelque façon que ce soit le fait différentiel basque, elle va permettre l'émanation d'une identité collective nouvelle en Pays Basque, anti-répressive, nettement transgressive au pouvoir et qui choisira précisément les symboles basques pour se nommer et agir (7). En marquant aussi douloureusement le Pays Basque (8), cette répression ne pouvait pas être sélective. Une fois le territoire d'exception désigné, toute personne s'y déplaçant devient potentiellement suspecte, séparatiste, terroriste et par voie de conséquence automatique-

ment l'objet d'une « prophylaxie » ou d'un « traitement répressif adéquat ». Peu importe alors d'être ethniquement basque ou pas, de se sentir nationaliste ou pas. Il suffit de se trouver là, là dans une rue bloquée par la police, là dans un quartier bouclé, là dans un bar subitement investi, pour être détenu ou battu. La seule donnée qui intervient à cet instant est strictement d'ordre spatial : habiter le territoire basque. Par exemple, durant le dernier état d'exception du franquisme (avril-mai 1975), le centre de Bilbao : « les rues de Soméra, Licenciado Poza, Rodriguez Arias, les places Jado et d'Espagne, les alentours de la Mairie, la place Zababuru, Iturribide, etc., furent investies, les maisons et appartements perquisitionnés, les bars vidés. Au cours de ces opérations, les gens étaient obligés de sortir les mains en l'air, puis de s'aligner contre les murs (...). Toutes les personnes qui n'avaient pas sur elles leur carte d'identité étaient conduites dans le véhicule de la police aux arènes » (9). Une amie sociologue de Madrid m'a raconté " l'accueil " qu'elle reçut lorsqu'elle se rendit en 1975 en Pays Basque : « on m'avait dit qu'ici la répression était terrible. Mais jamais je n'avais imaginé ce que depuis j'ai vu et entendu (...). D'entrée, j'ai été mise dans le bain, et la façon dont ça s'est passé a fait de moi une révoltée contre cette barbarie (...) : une semaine seulement après mon arrivée ici (Saint-Sébastien), j'ai été matraquée par la police dans la rue. Je n'avais absolument rien fait ! je revenais de chez un ami. Ils matraquaient indistinctement tout le monde sur leur passage : jeunes, vieux, hommes ou femmes. A quelques-uns nous nous sommes alors réfugiés dans un magasin. Ils se sont mis à la sortie et nous ont obligés à passer dans le couloir qu'ils avaient formé et donc à prendre des coups. A Madrid, je n'avais jamais vu ça. La police chargeait aussi, mais les étudiants, les manifestants, pas les passants ! ». Dans les rues, les lieux publics, les centres de travail et d'apprentissage, et jusque sur le corps des torturés, la police et le pouvoir franquiste inscrivaient cette vérité qui allait devenir historique : tu souffres parce que tu habites ici, parce que tu es basque.

3. — TERRITOIRE ET COMMUNICATION

La répression franquiste en Pays Basque est demeurée fruste. Elle n'est jamais parvenue à casser les soli-

darités, à isoler les individus, les atomiser pour mieux les contrôler. Sa vision globalement négative de ce territoire l'en a empêchée, tout comme la nature de sa police. En effet, le pourcentage de Basques dans la guardia civil et dans la police est infime alors que le taux de remplacement des compagnies postées en Pays Basque, surtout durant les dernières années du franquisme, est très élevé. Ce phénomène se traduit la plupart du temps par une méconnaissance de la part des forces de l'ordre de la subtile géographie sociale des quartiers, rues, bars, etc. Pour la police, les appartenances sociales, culturelles et même politiques, liées à la pratique de certains lieux et au partage d'une même symbolique de l'espace, demeurent indéchiffrables. Il est par exemple symptomatique qu'une politique de contrôle de la population basque par flottage policier n'aie jamais été tentée : les commissariats sont centraux et ressemblent à des forteresses. L'espace disciplinaire n'est pas ici fragmenté et analytique pour mieux connaître et prévenir, mais monolithique et coercitif pour désigner et punir. La vision du pouvoir dérape et s'affole face aux pratiques quotidiennes de l'espace qui ne cessent de tisser de vastes réseaux insaisissables par où transitent la vie et l'inédit.

Le *paseo* ou le *poteo*, véritables « institutions » en Pays Basque, illustrent bien ce phénomène. C'est à l'occasion de ces déambulations de rues en rues ou de bars en bars, que les expériences intimes et individuelles de l'espace peuvent devenir publiques car partagées. Jésus ARPAL (10) a magistralement montré que la rue basque, même dans les grandes villes, n'est jamais, au cours du *poteo*, synonyme de foule solitaire, juxtaposition d'individus anonymes se croisant sans se reconnaître. Les parcours, saluts, présentations, temps passé dans tel bar plutôt que tel autre, etc., constituent autant de régulations et de repères permettant de se situer et de « respirer » son quartier, sa ville, de façon communautaire.

La répression ne fera qu'accentuer ce phénomène en le surchargeant émotionnellement et en renforçant son caractère collectif. Ainsi, les parcours pour éviter les forces de l'ordre (changer de trottoir, ne pas passer face à un commissariat, etc.), bien qu'individuels sont vécus comme quelque chose de commun. La solidarité qui se crée immédiatement entre les passants d'une rue brusquement bloquée

par la police ou parmi des automobilistes obligés de se plier à un contrôle routier fonde aussi, jour après jour, une identité nouvelle, collective : nous les victimes, face à eux, le pouvoir. Souvent cette solidarité se donne directement à lire : par exemple lorsqu'un consommateur, voyant entrer un policier en civil connu de lui crie à la cantonade « à la santé de Paco ! » (diminutif de Francisco Franco) ; les conversations s'arrêtent alors ou les présents sortent discrètement les uns après les autres... Parfois, la symbolique est plus fine, connue des seuls habitués du lieu : ainsi cet endroit où se servir ostensiblement de la main gauche prévient d'un danger. Certains lieux semblent irradier une révolte liée à un souvenir douloureux : face à cette maison, ici, la police a tiré, un manifestant a été tué l'an passé. L'instant d'un regard dans cette même direction et deux inconnus se reconnaissent comme appartenant à une même histoire.

Les exemples pourraient être multipliés : chaque fois l'espace apparaît comme médium d'une communication matrice d'un espace public imperméable au pouvoir.

4. — L'ESPACE D'UNE SUBVERSION

Cet espace ne naît pas spontanément et n'est pas la conséquence directe de la répression, mais le fruit de multiples pratiques éclatées, singulières et clandestines. D'abord furtives, secrètes et tues, elles vont peu à peu quitter leur caractère privé pour se muer en principe d'affirmation collective. Ainsi, le fait de parler ou de chanter en basque dans des lieux publics passe-t-il par plusieurs phases. Dans les années d'après-guerre, c'était quelque chose d'impensable. Aussi la langue et les chansons basques sont devenues des pratiques purement privées (au sein des familles, cercles d'amis, *txokos*, *peñas*, etc.). C'est durant cette période qu'elles ont acquis leur dimension transgressive. Puis, les jeunes générations, n'ayant connu que cette dimension, vont les employer comme symboles-défi contre le pouvoir franquiste. Pour ces jeunes, parler et chanter en basque est avant tout synonyme de transgression. Il s'agit de marquer et d'exprimer une irréductibilité rebelle à un pouvoir négateur d'identité, d'originalité et de libre choix. Il s'agit de montrer son appartenance à un terrain de convivialité chaque jour vécu comme plus perdu par le pouvoir. L'efficiencie

de cette langue est avant tout symbolique : elle borne un espace de résistance et de subversion.

On pourrait repérer et suivre ce même processus pour la quasi-totalité des symboles basques. La consolidation du nouvel espace public basque correspond à l'extension de ce mode de perception et d'action à l'ensemble de la population basque suivant la formulation de : « Nous la vie, nous les rebelles, nous les Basques » face à « eux la mort, eux la répression, eux la terreur », de telle façon que le nom d'Euskadi s'est chaque jour davantage transformé en réceptacle des notions de résistance, de liberté et de démocratie. Cela ne veut pas dire que tous ceux qui aspiraient à la liberté et la démocratie en Pays Basque ont alors exprimé ce désir par la pratique de symboles basques, mais qu'à un moment donné (fin du franquisme), l'immense majorité des Basques, d'une manière ou d'une autre, a manifestement ressenti une corrélation entre les deux. Et c'est sans conteste au fur et à mesure que cette corrélation est devenue plus forte qu'une nouvelle identité basque est clairement apparue. Une identité sur laquelle n'importe quel habitant basque, quelle que fût son origine sociale ou ethnique, pouvait se « brancher » et du même coup faire sienne, sans autre détermination que sa volonté et sa subjectivité.

La logique spatiale à l'œuvre dans ce processus est une logique projective. Les solidarités sont d'abord singulières et dispersées, liées à un quotidien de proximité et d'interconnaissance, au partage de mêmes lieux balisés par une mémoire collective, des conventions et des obligations symboliques locales. Puis, face à une domination étatique brutale, vécue comme profondément injuste, radicalement extérieure, et qui désigne l'ensemble des habitants du territoire basque dans leur similitude, de nouveaux réseaux de solidarité, beaucoup plus vastes et dépassant les limites du local, apparaissent. Ces réseaux, par où transitent vie, espoir et transgression, vont peu à peu tisser la trame d'un nouvel espace public basque dont l'étendue territoriale recouvre peu ou prou l'espace que la répression franquiste désignait de façon si cruelle dans son altérité depuis la fin de la guerre civile espagnole.

5. — DE LA TRANSGRESSION A LA NATION

L'adoption collective des symboles basques pour borner ce nouvel espace équivaut à lui donner un nom propre : Euskadi, et un statut historique : celui d'une nation en devenir. La logique projective qui vient d'être évoquée se renforce alors au point d'atteindre son paroxysme : la nation se transforme en lieu de focalisation vers lequel convergent une multitude d'aspirations et de projets sociaux privés par la répression de tout champ d'expression autonome. Euskadi libre devient synonyme d'un territoire perdu par le pouvoir, où l'exploitation prendra fin, les projets forme et les utopies racine.

Point d'arrivée, lieu de communion symbolique, réceptacle de désirs et d'utopies, la nation basque demeure cependant un lieu désincarné, sans unité empirique directement observable. Les Etats-nation ont créé et nommé, homogénéisé et contrôlé leur territoire grâce à leur administration. Ici, rien de tel. Le seul lien est d'ordre volontaire et transgressif. Toutefois, le discours de soi et du même contre l'autre, les pratiques du dedans contre le dehors, et la fiction de l'un, n'en sont pas moins forts. L'imbrication de ces deux logiques est par exemple bien repérable dans la « Marche de la Liberté ».

Inspirée par la « Marche du sel » dirigée par Gandhi en Inde et la « Marche sur Washington » de Martin Luther King, la « Marche de la liberté » est certainement la plus vaste mobilisation qu'ait jamais connue le Pays Basque. Pendant un mois et demi (10 juillet - 28 août 1977), des dizaines de milliers de personnes ont parcouru l'ensemble des sept provinces basques en quatre colonnes distinctes afin d'exiger la libération de tous les prisonniers politiques basques et aussi celle, précisément, du territoire basque lui-même. La quasi-totalité des villes et villages basques ont été traversés par les colonnes qui ne s'arrêtaient que pour dormir. Chaque lieu, chaque zone traversés apportaient leurs propres revendications et mots d'ordre (logique ascendante). Les marcheurs changeaient constamment mais s'identifiaient tous à un même projet global par un acte fusionnel immédiat à travers lequel la nation se donnait à voir et créait ainsi sa propre réalité et ses repères identitaires (logique d'inscription de l'unique sur le multiple). Les noms des villes et villages étaient rebasqués et ceux des rues

changés en mémoire des militants d'E.T.A. tués durant le franquisme. La frontière basco-espagnole fut ignorée ; seules comptaient les délimitations basco-espagnole et basco-française, et l'homogénéisation du territoire basque. Au fur et à mesure que les colonnes avançaient, leur parcours était reproduit sur des cartes, faisant ainsi peu à peu apparaître l'ensemble du territoire dans son existence différencié et immédiatement perceptible (11).

6. — A LA FRONTIERE

L'espace est une langue que seuls ceux qui le pratiquent connaissent. Il en va donc des espaces comme des langues : uniques et singuliers, ils n'ont d'efficacité sociale que collectivement partagés. Dans le cas basque, cette « langue spatiale », cette dimension cachée, est particulièrement difficile à cerner car elle produit à son tour un discours qui semble se suffire à lui-même : le projet national. C'est à lui que s'arrêtent dans la plupart des cas les observateurs de la « question basque ». Sans doute parce qu'il s'agit là d'une logique devenue universelle directement traduisible en terme de stratégie politique. Ils devraient pourtant d'abord se poser la question de savoir pourquoi ce désir d'indépendance est apparu et quels sont les mécanismes socio-culturels et historiques singuliers qui ont rendu sa production possible. Le phénomène de la violence politique (E.T.A.) est à cet égard particulièrement significatif : au lieu de chercher à comprendre les raisons de son existence, on la compare à d'autres expériences qui se sont développées dans des conditions totalement différentes, ou bien on la traite comme un fait dénué de toute signification autre que névrotique.

L'histoire affectionne les paradoxes. Au début du siècle, les nationalistes basques s'insurgeaient contre l'arrivée massive d'immigrés attirés par l'industrialisation et les accusaient de tous les maux. Aujourd'hui, les 30 % d'immigrés qui résident en Pays Basque et qui y ont vécu la réalité sociale des dernières années du franquisme représentent sans doute une chance pour ce pays et le nationalisme basque lui-même. A la frontière de deux cultures, de deux vécus distincts, ils peuvent tenir le rôle de « go-betweens » et permettre, grâce à leur distance et à leurs témoignages, que chacun se rende enfin compte que des vécus collectifs différents produisant des façons d'être, de sentir et d'agir différentes et qu'il ne sert à rien de le nier.

NOTES

(1) Pour plus de précisions, cf. le chapitre V de la seconde partie de ma thèse « Question nationale et mouvements sociaux en Pays Basque Sud », Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1983. Les immigrés nés dans d'autres régions de l'Etat espagnol représentent actuellement près d'un tiers de la population basque (très exactement 32,98 % de la population des trois provinces autonomes, 29,81 % si l'on y ajoute la Navarre). La plupart des arrivées ont eu lieu après 1950 et ont accompagné le second boom industriel que les provinces basques expérimentèrent à partir de cette date. Si l'on comptabilise les descendants de la première vague d'immigration (fin du XIX^e), on s'aperçoit que moins de la moitié de la population basque actuelle descend de celle qui peuplait le Pays Basque avant son industrialisation (1880) : ce qui n'est pas mal pour un pays encore trop souvent défini par son ethnisme.

(2) C'est toutefois la fiction qui a animé, jusque tard, nombre de chercheurs, principalement aux Etats-Unis : cf. en particulier l'historique « The mathematical theory of communication » de Claude SHANNON et Warren WEAVER (University of Illinois Press, 1949).

(3) Louis QUERE . « Des miroirs équivoques » (Paris, 1982, Ed. Aubier), p. 30.

(4) Edward T. HALL.

(5) Pour plus de précisions sur ce thème, cf. le chapitre « La fabrication des rebelles » de ma thèse, op. cit., ainsi que les remarques d'Alfonso PEREZ AGOTE in « La reproducción del nacionalismo. El caso vasco ». (Madrid 1984, Siglo XXI), pp. 78-80.

(6) Extrait du discours du 8 juin 1937 de J.M. AREILZA, nouveau maire de Bilbao désigné par Franco.

(7) Je développe ce thème dans l'article « Le nouveau nationalisme basque » in « Processus sociaux, idéologies et pratiques culturelles dans la société basque », Université de Pau, 1985.

(8) Ainsi, sur les 11 états d'exception décrétés au cours de toute la durée du régime franquiste, tous sauf un ont touché le Pays Basque, et cinq ont exclusivement concerné la Biscaye et le Guipuzcoa.

(9) Témoignage recueilli par l'équipe rédactionnelle de « Noticias del País Vasco » in « Euskadi el último estado de excepción de Franco » (Paris, 1975, Ed. Ruedo ibérico), p. 35. Durant cet état d'exception, les prisons et commissariats étaient tellement pleins que les arènes de Bilbao furent aménagées en centre spécial de détention. Plus de 400 personnes y furent enfermées.

(10) « Solidaridades elementales y organizaciones colectivas en el País Vasco », in « Processus sociaux, idéologies et pratiques culturelles dans la société basque », op. cit.

(11) Pour plus de précisions sur cette marche, cf. le livre de témoignages recueillis par Jokín APALATEGUI : « Askatasunaren ibilaldia », San Sebastián, 1978. Ed. Elkar.